Cameroun

La croissance économique récente est positive, mais elle reste faible (3 %) et très en deçà de son potentiel et du niveau requis pour réaliser l'Objectif du Millénaire pour le développement (OMD) de réduire la pauvreté de moitié à l'horizon 2015. Elle est portée essentiellement par la bonne tenue des cours des principales matières premières exportées.

La mise en œuvre du document de stratégie pour la croissance et l'emploi (DSCE) nécessite d'importantes ressources financières. Les pays émergents qui accumulent des excédents financiers peuvent, à des conditions différentes de celles des bailleurs traditionnels, contribuer au financement du projet de développement du Cameroun.

La mise en œuvre du DSCE nécessite d'importantes ressources financières. Les pays émergents qui accumulent des excédents financiers peuvent, à des conditions différentes de celles des bailleurs traditionnels, contribuer au financement du projet de développement du Cameroun.

Le taux de croissance a enregistré deux baisses successives entre 2007 et 2009. Il est passé de 3.3 % en 2007 à 2.9 % en 2008 puis à 2 % en 2009, avant de progresser de plus d'un point en 2010 pour se stabiliser à 3 %. Les projections pour 2011 et 2012 sont respectivement de 3.8 % et 5.3 % et reposent essentiellement sur la vigueur de la demande intérieure, notamment la consommation privée. Cette dernière est tirée par les retombées des montages financiers relatifs à la réalisation des projets d'infrastructures. Les investissements privés dans le secteur hors pétrole devraient soutenir la croissance à hauteur de 0.4 point en moyenne par an. Parallèlement, le secteur pétrolier devrait continuer à jouer un rôle important dans la croissance avec la mise en exploitation des réserves de la zone de Bakassi.

En matière de finances publiques, les autorités ont poursuivi les efforts visant à accroître les recettes fiscales hors pétrole : *(i)* en simplifiant la législation fiscale et en renforçant la gouvernance ; *(ii)* en élargissant l'assiette fiscale à tous les acteurs économiques ; *(iii)* en renforçant la recherche sur les politiques budgétaires afin d'améliorer l'efficacité dans la formulation des politiques.

La politique monétaire définie et conduite par la Banque des États d'Afrique centrale (BEAC) a pour objectif la stabilité des prix. Les instruments de régulation utilisés par la BEAC sont : le taux d'intérêt directeur, la politique de marché libre et les réserves obligatoires.

En 2010, le taux d'inflation est tombé en dessous du seuil communautaire de 3 % pour s'établir à 1.4 %, en raison de la relative stabilité des prix des produits alimentaires et du gel des prix à la pompe des produits pétroliers.

L'année 2010 s'est achevée par un déficit du compte courant de l'ordre de 3.6 % du PIB, en légère hausse par rapport à 2009 (3.3 %). Il est prévu une nouvelle dégradation en 2011, avec un déficit de 3.8 %.

La réforme du secteur public s'est poursuivie en 2010, avec la finalisation du processus de privatisation de certaines entreprises publiques et la création d'un guichet unique dans le cadre de l'amélioration du climat des affaires.

Sur le plan politique, la lutte contre la corruption s'est poursuivie en 2010. Élections Cameroun (Elecam) a continué à implanter ses représentations sur tout le territoire national en vue de préparer les élections présidentielles prévues en 2011. Le chef de l'État a rencontré pour la première fois depuis 1990 le principal leader de l'opposition, Ni John Fru Ndi.

Les autorités ont poursuivi en 2010 leur politique d'amélioration de l'offre d'éducation et de santé, avec la création d'une nouvelle université à Bamenda, la construction d'hôpitaux et l'amélioration de la prise en charge des personnes atteintes de maladies chroniques, avec la création et l'équipement de centres spécialisés.

Tableau 1 : Indicateurs macroéconomiques

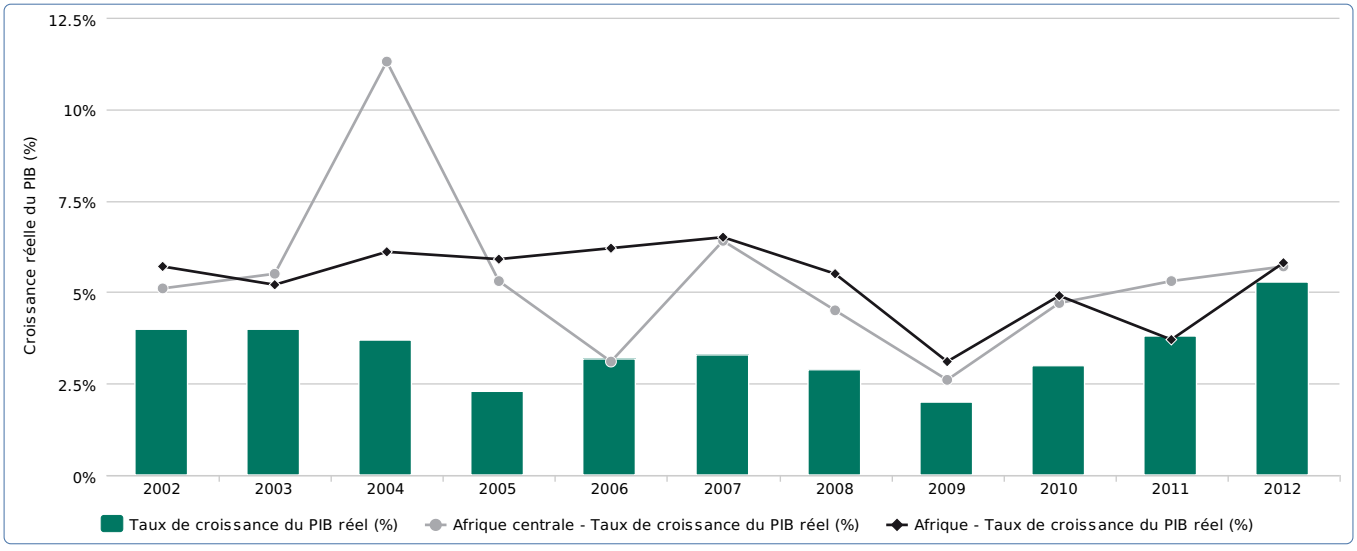
	2009	2010	2011	2012
Taux de croissance du PIB réel	2	3	3.8	5.3
Inflation IPC	3	1.4	2.9	3
Balance budgétaire % PIB	-0.4	-0.9	-1.3	-0.4
Balance courante % PIB	-3.3	-3.6	-3.8	-2.6

Source : Données des administrations nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932414079

Figure 1 : Taux de croissance du PIB réel (C)



Source : Données du FMI et sources nationales ; calculs des auteurs pour les estimations et les prévisions.

2010 : estimations ; 2011 et années suivantes : prévisions.

StatLink http://dx.doi.org/10.1787/888932411723